

Si la politique budgétaire nord-américaine est l'une des pièces essentielles du casse-tête international, il en va de même du GATT.

Comme nous en sommes tous conscients, il faut accomplir des progrès dans les négociations multilatérales de l'Uruguay Round si nous voulons corriger les déséquilibres mondiaux dans les années quatre-vingt-dix. Nous sommes en train de jouer ce que les amateurs de hockey appelleraient une "partie de quatre points". Si nous gagnons, nous comblons l'écart entre notre position de départ et celle que nous aimerions occuper. Si nous perdons, nous accuserons plus de retard que jamais.

Mais il ne faut pas se leurrer. Là non plus il n'est pas facile de réaliser des progrès concrets, étant donné les divers intérêts nationaux en jeu.

Même dans les meilleures circonstances, les intérêts diversifiés des quelque quatre-vingt-dix nations présentes à la table de négociation rendent toute entente difficile.

Les questions plus faciles à régler l'ont été à l'occasion des cycles de négociation précédents.

Les vieilles questions en suspens comme celles de l'agriculture et des textiles restent délicates sur le plan politique, c'est le moins que l'on puisse dire.

Quant aux nouveaux thèmes comme les services, l'investissement et les droits de propriété intellectuelle, ils éloignent les discussions du concept de la nation la plus favorisée pour les faire porter sur la question plus délicate du traitement national.

Cependant, si nos efforts sont couronnés de succès, l'économie mondiale en profitera de bien des façons.

Si les systèmes agricoles pouvaient cesser de dépendre des subventions à la production pour se tourner vers la sécurité des revenus, comme le préconise les nations de l'OCDE, on assisterait à la montée des prix de nombreux produits agricoles qui sont essentiels pour le bien-être financier à long terme des pays endettés. Les déficits budgétaires pourraient même diminuer encore davantage en Amérique du Nord s'il n'était plus nécessaire de se livrer concurrence à coup de subventions.

Si nous pouvions convenir de règles dans le domaine des services et de l'investissement, nous pourrions compléter le plan Brady en favorisant dans les pays les moins avancés la